

---

**Francia. Forschungen zur westeuropäischen Geschichte**  
Herausgegeben vom Deutschen Historischen Institut Paris  
(Institut historique allemand)  
Band 25/3 (1998)

DOI: 10.11588/fr.1998.3.61489

---

#### Rechtshinweis

Bitte beachten Sie, dass das Digitalisat urheberrechtlich geschützt ist. Erlaubt ist aber das Lesen, das Ausdrucken des Textes, das Herunterladen, das Speichern der Daten auf einem eigenen Datenträger soweit die vorgenannten Handlungen ausschließlich zu privaten und nicht-kommerziellen Zwecken erfolgen. Eine darüber hinausgehende unerlaubte Verwendung, Reproduktion oder Weitergabe einzelner Inhalte oder Bilder können sowohl zivil- als auch strafrechtlich verfolgt werden.

née et précisée. Les relations entre Lord d'Abernon et Stresemann sont confiantes, mais ambiguës: Stresemann comprend assez rapidement que l'ambassadeur donne une image déformée et optimiste de la position britannique, mais il exploite sa bonne volonté pour tenter d'influencer la position britannique. L'auteur exagère, à notre avis, l'importance des considérations économiques dans la politique de Stresemann, surtout après l'entrée à la SDN. Dès l'ultimatum de Londres de 1921, Stresemann constate que les considérations politiques – en particulier de sécurité – peuvent souvent l'emporter sur les considérations strictement économiques dans la politique des puissances. Après Thoiry, il constate aussi les limites de son concept de révision par la solidarité financière avec les États-Unis. Sa conception des relations internationales ne se réduit plus aux relations économiques, comme c'était le cas avant 1920/21. L'auteur n'évite pas les clichés, lorsqu'il parle de la responsabilité de Stresemann dans l'échec d'une fusion entre DDP et DVP après les élections de 1924. Même si Stresemann l'avait souhaité, la majorité de la DVP aurait refusé la fusion. On peut enfin regretter que l'auteur n'utilise qu'assez peu les documents diplomatiques britanniques publiés et n'ait pas fait quelques sondages dans les archives du Foreign Office pour vérifier la pertinence de ses interprétations de la politique britannique et des jugements portés sur Stresemann. L'absence de certains ouvrages en langue française ne manque pas de surprendre. Il s'agit au total d'une mise au point utile et bien faite, même si elle apporte relativement peu d'éléments vraiment neufs.

Christian BAECHLER, Strasbourg

Andreas RÖDDER, *Stresemanns Erbe: Julius Curtius und die deutsche Außenpolitik 1929–1931*, Paderborn (Schöningh) 1996, 328 p. (Sammlung Schöningh zur Geschichte und Gegenwart).

L'ouvrage s'inscrit dans le grand débat sur la politique intérieure et extérieure du Chancelier Brüning: est-il le fossoyeur de la démocratie de Weimar ou a-t-il tenté de sauver la démocratie de ses propres faiblesses en s'appuyant sur le pouvoir présidentiel? Comme l'indique le titre de l'ouvrage, Rödder défend la thèse de la continuité de la politique étrangère allemande jusqu'en 1931, rejetant ainsi la thèse de Peter Krüger (*Die Außenpolitik der Republik von Weimar*, Darmstadt 1985) d'une rupture dès la fin de la grande coalition en mars 1930, rupture qui se concrétise en juin avec le départ du secrétaire d'État von Schubert, remplacé par Bernhard von Bülow. R. reprend, pour l'essentiel, les thèses développées par Franz Knipping (*Deutschland, Frankreich und das Ende der Locarno-Ära 1928–1931*, Munich 1987) en les précisant et en les nuancant. Il estime que Curtius, qui succède à Stresemann au ministère des Affaires étrangères en octobre 1929, a les mêmes conceptions de politique extérieure que son collègue: il s'agit de redonner à l'Allemagne l'égalité des droits par la négociation et la collaboration avec les autres puissances. Il poursuit ainsi la politique de révision du traité de Versailles par la conciliation, inaugurée par Stresemann en 1923, politique à laquelle il s'est rallié tardivement, après l'avoir combattue au sein de la *Deutsche Volkspartei*. Si Curtius adopte les mêmes principes de base, sa politique a cependant des accents différents qui s'expliquent, selon R., par sa personnalité et surtout par les circonstances. Juriste de formation, Curtius est un homme précis qui connaît admirablement les dossiers, mais qui n'a pas l'imagination créatrice, la virtuosité et le sens politique de Stresemann. Il est très vite isolé au sein de son propre parti, la DVP, que son prédécesseur était parvenu à maintenir dans la grande coalition ce qui affaiblit considérablement sa position au sein du ministère après la formation du gouvernement Brüning, en mars 1930. Il n'a pas non plus la volonté tenace et la force de conviction de Stresemann qui lui a permis d'imposer sa politique à des collègues parfois réticents. C'est ainsi que Curtius n'a pas su convaincre ses collègues à adopter une attitude plus positive à l'égard des aspects commerciaux du plan

européen de Briand. La position de Curtius s'affaiblit à tel point en 1931 que Brüning prend directement en main la question des réparations à partir de l'été. Mais ce sont surtout les circonstances qui expliquent les différences avec la politique de Stresemann. Curtius hérite d'une situation difficile, car Stresemann a éveillé des espoirs de révision difficiles à satisfaire. En acceptant l'évacuation anticipée de la Rhénanie, la France a consenti la dernière concession compatible avec sa conception de la sécurité. Comme l'a souligné Knipping, il n'y a plus de marge de manœuvre, de possibilité de concession du côté français, et l'antagonisme fondamental des positions des deux puissances depuis Versailles apparaît clairement dès l'échec des négociations sur la Sarre. La faiblesse de l'Allemagne est la garantie de sécurité de la France, car une restauration de sa puissance lui donnerait une position plus forte qu'en 1914, du fait de la dislocation de l'Empire austro-hongrois et de l'affaiblissement de la Russie. La crise économique fait éclater cet antagonisme fondamental et impose de nouvelles contraintes à la politique extérieure allemande. À partir des élections de septembre 1930, marquées par le succès de la NSDAP, Curtius subit une pression accrue de l'opinion nationaliste. Ces circonstances nouvelles expliquent que Curtius adopte, tout en maintenant les objectifs de Stresemann et l'essentiel de sa méthode, un ton plus vigoureux, et mette plus en avant les intérêts allemands, au détriment de la coopération et de la concertation avec les autres puissances.

Si la thèse de base de R. est que Curtius poursuit la politique de Stresemann, mais dans des circonstances plus difficiles, il souligne, cependant, ce qu'il appelle les erreurs de Curtius, qui manifestent une absence de sens politique. Ainsi, il n'a pas su répondre à l'attente française de remerciements publics après l'évacuation de la Rhénanie, ce qui, avec les débordements des fêtes de libération, a fortement contribué à un changement d'atmosphère dans les relations entre la France et l'Allemagne. Surtout, il commet l'erreur de vouloir réaliser le *Zollverein* avec l'Autriche à un moment peu favorable et sans préparer les puissances occidentales qu'il place devant un fait accompli, et sans s'assurer de la fermeté de l'Autriche. Il inaugure ainsi une politique de risque (*Risikostrategie*) qui veut forcer les événements, et qui va à l'encontre de la politique de Stresemann. R. montre que Brüning est réticent à égard du projet et s'interroge sur les motivations de Curtius – orgueil, pression nationaliste? –, mais sans trouver d'explication satisfaisante. Il estime que rien ne prouve que Curtius ait en vue un *Anschluß* politique. C'est un point faible dans la démonstration de la continuité de la politique allemande jusqu'en 1931. R. conclut à une «troisième voie» empruntée par Curtius, celle de la «révision par la négociation» (*Verhandlungsrevisionismus*), qui s'oppose à la «révision par la confrontation» (*Konfrontationsrevisionismus*) préconisée par l'extrême-droite, mais ne constitue qu'une adaptation à une situation difficile de la «révision par la conciliation» (*Verständigungsrevisionismus*) de Stresemann. La politique de Curtius marque ainsi une transition entre celle de Stresemann et celle du second cabinet Brüning. C'est une politique qui ne ferme pas la porte à des relations constructives et pacifiques avec les autres puissances, en particulier avec la France.

C'est un ouvrage solide, bien documenté, et bien construit, qui fait le point sur une période longtemps négligée par les historiens. R. donne de solides arguments à l'appui de sa thèse, grâce à un très large dépouillement d'archives allemandes et étrangères. Mais, comme il le souligne dans son introduction, on ne dispose malheureusement pas de sources permettant de connaître la pensée et les convictions intimes de Curtius, homme très réservé.

Christian BAECHLER, Strasbourg